



FINBARR O'REILLY / REUTERS

## **Enquête sur le financement du génocide rwandais : Félicien Kabuga, le grand argentier des massacres**

Par David Servenay

Enquête Réservé à nos abonnés

Publié aujourd'hui à 06h13, mis à jour à 06h13

Rwanda, l'argent du génocide (1/3). Vingt-cinq ans après les événements, « Le Monde » revient, dans une série d'articles, sur le financement du processus génocidaire qui fit un million de morts en 1994. Premier volet : l'homme d'affaires Félicien Kabuga, le financier du régime du président Habyarimana.

# WANTED FOR GENOCIDE



**FÉLICIEN KABUGA**

Born: 1935. Alias: Félicien Kabuga Perrega, Iliwa Suli, Abweli  
Stahin, Anshase (or Inshase), Munyanga, Uwiru Kuvundekwaga

**Accusation:**

## **Financed the Massacre of Rwanda's Men, Women, and Children**

Rewards of up to U.S. \$5,000,000 are offered for information that leads to the arrest or conviction of persons indicted by the International Criminal Tribunal for Rwanda for serious violations of international humanitarian law, including Félicien Kabuga. If you have information about Félicien Kabuga, please contact Rewards for Justice through the telephone number or email below.

**CALL NOW:** 6722-258463 or 6733-250268

**WRITE NOW:** [rewards@state.gov](mailto:rewards@state.gov)

[www.rewardsforjustice.net](http://www.rewardsforjustice.net)

**ALL CONTACTS WILL BE KEPT CONFIDENTIAL**

# UP TO U.S. \$5,000,000 REWARD

L'avis de recherche de Félicien Kabuga diffusé par Interpol. MCT / GETTY IMAGES

C'est l'un des fugitifs les plus recherchés de la planète. Dans la liste des fiches signalétiques diffusées par Interpol, sa « notice rouge » le présente comme étant né le 19 juillet 1935. Plutôt petit (1,67 m), cheveux courts, yeux marron, il parle français, allemand, anglais et, bien sûr, sa langue maternelle, le kinyarwanda. Ses crimes supposés, selon cette même fiche ?

« Génocide, complicité, incitation et complot en vue de commettre un génocide, crime contre

l'humanité ». Félicien Kabuga est le dernier « gros poisson » du génocide des Tutsi que le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) n'a pas réussi à arrêter : voilà vingt-cinq ans qu'il échappe à la justice internationale et aux Américains, prêts à offrir 5 millions de dollars (4,4 millions d'euros) pour le moindre renseignement susceptible de conduire à sa capture.

Suivre sa trajectoire – du moins essayer – aide aujourd'hui à comprendre comment un groupe d'une cinquantaine d'extrémistes, installés au plus haut niveau de l'Etat rwandais, a préparé, financé et mis sur pied l'appareil génocidaire bien avant de passer à l'acte. A l'époque, au début des années 1990, M. Kabuga n'est pourtant qu'un homme d'affaires prospère. Dans ce pays considéré comme l'un des Etats les plus pauvres d'Afrique, c'est l'une des figures d'un régime où les Hutu dominent les Tutsi, discriminés sous le règne du président-général Juvénal Habyarimana.

Comme beaucoup d'hommes influents de l'entourage du dictateur, il vient d'un village posé sur les collines du nord du pays. Propriétaire de 350 hectares de plantations de thé, il exploite une minoterie qui produit de la farine de blé. Prudent, il a aussi investi dans des maisons cossues à Kigali, la capitale, et fait bâtir dans le quartier de Muhima le premier centre commercial du pays : un complexe comprenant un hôtel de 120 chambres, 80 bureaux et une galerie marchande. Lui-même s'est installé à Kigali, se faisant construire une énorme maison avec piscine en surplomb du quartier huppé de Remera. Il faut bien afficher son standing et loger ses onze enfants.

## La « petite maison » des faucons



Vêtements ensanglantés des victimes du génocide, exposés en 2010 dans l'église de Ntarama, à Kigali, l'un des six mémoriaux du génocide au Rwanda. FINBARR O'REILLY / REUTERS

Comme le dit un proverbe rwandais, « *celui qui est protégé par le léopard puise tranquillement* ». De fait, l'influence de Félicien Kabuga auprès des plus hautes autorités se mesure d'abord à l'aune de son réseau familial. Deux de ses filles sont mariées à deux fils du président Habyarimana, Léon et Jean-Pierre. Deux autres de ses gendres occupent des postes importants : l'un est Augustin Ndirakobuca, ministre du plan de 1990 à 1994, l'autre est Fabien Singaye.

Officiellement, ce dernier est deuxième secrétaire à l'ambassade du Rwanda en Suisse. En fait, c'est l'un des maîtres espions du régime. Sa mission : surveiller les opposants tutsi en exil qui, au début des années 1990, préparent leur retour au pays par la force. A ce titre, M. Singaye est en contact régulier avec [Paul Barril](#), ex-super gendarme du GIGN (groupement d'intervention de la gendarmerie nationale) qui, reconverti dans la sécurité privée, travaille en sous-main pour le camp des extrémistes hutu. Enfin, une autre des filles Kabuga, Winnie, a épousé Eugène Mbarushimana, le secrétaire général des Interahamwe, les milices du parti présidentiel, le MRND. Félicien Kabuga est si en vue qu'il est souvent présenté, à Kigali, comme le « conseiller financier » personnel du chef de l'Etat.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [L'ombre omniprésente et insaisissable de Paul Barril sur le génocide](#)

Le groupe informel auquel il appartient dans les cercles du pouvoir s'appelle l'Akazu, la « petite maison » en kinyarwanda. Dirigé par la femme du président rwandais, Agathe Kanziga, il réunit les faucons du régime : beaucoup d'officiers, quelques hauts fonctionnaires, une poignée de banquiers et d'hommes d'affaires. Tout en ayant ses entrées au sein de l'équipe sécuritaire, Félicien Kabuga est le chef de file de ces patrons radicaux.

Dès 1991, l'Akazu met en place plusieurs circuits clandestins pour financer le très coûteux conflit engagé en novembre 1990 contre les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). Cette guerre coûte cher, or les caisses de l'Etat sont vides à cause du plan d'ajustement structurel imposé au pays par le Fonds monétaire international (FMI). En trois ans, la dette va doubler, passant de 500 millions à près d'un milliard de dollars. Le clan Habyarimana n'a plus vraiment le choix : il doit lâcher du lest sur le front politique, en acceptant le multipartisme réclamé par les puissances occidentales et les bailleurs de fonds. Conséquence : il faudra désormais partager les ressources.

## **Tour de passe-passe budgétaire**

Pour contourner les injonctions du FMI, l'entourage présidentiel imagine un système de détournement des procédures du plan d'austérité. La manœuvre consiste à faire passer des dépenses militaires pour des dépenses civiles. Ainsi, quand le ministère de la santé commande des ambulances, celles-ci seront en réalité utilisées par celui de la défense. Idem au ministère des transports, où les camions commandés parviendront in fine aux Forces armées rwandaises (FAR).



Le 12 juin 1994. Un Interahamwe Hutu à Gitarama, dans la région du centre du Rwanda.  
ALEXANDER JOE / AFP

Lorsqu'ils s'aperçoivent de la supercherie, les bailleurs de fonds protestent, mais rien n'y fait. Selon les calculs réalisés par l'ancien sénateur belge Pierre Galand, les dépenses militaires absorbent 51 % des recettes de l'Etat en 1992. Félicien Kabuga est parfaitement au courant de ce tour de passe-passe, car son gendre, ministre du plan, est chargé des relations avec les bailleurs de fonds et de la gestion des fonds issus de la coopération internationale.

Lire aussi [Un ancien préfet rwandais renvoyé aux assises en France pour complicité de génocide](#)

De son côté, l'Akazu met en place un circuit de financements clandestin, dont le premier objectif est de former et d'équiper les Interahamwe. Comment ? En siphonnant, par un circuit parallèle, les taxes sur les importations. M. Galand l'a découvert en auditant les comptes de la Banque nationale du Rwanda en 1997. L'ancien directeur des douanes lui a alors expliqué le système mis en place par l'Akazu : « *Il y avait un morceau de l'aéroport qui avait été grillagé et qui servait à faire entrer des produits échappant au contrôle des douanes. La famille Habyarimana – M<sup>me</sup> Habyarimana, aujourd'hui encore protégée en France, et son frère (donc le beau-frère du président) – avait la haute main sur cette partie de l'aéroport. Ils taxaient ces produits, puis les mettaient en vente sur le marché pour constituer une trésorerie, créer du cash qui servait à équiper les Interahamwe.* »

## **Allumettes et double comptabilité**

Les financiers de l'Akazu ne vont pas en rester là : ils décident de mettre à contribution le réseau des entreprises publiques. Le régime de Kigali contrôle étroitement les secteurs stratégiques (énergie, transports, banques). Rien n'échappe au MRND, qui s'appuie sur un réseau de comités internes à chaque entreprise. A partir de 1992, M. Kabuga et l'Akazu vont noyauter plusieurs sociétés publiques pour détourner des fonds à leur profit. Parmi elles, la florissante Société rwandaise des allumettes, la Sorwal.

Basée à Butare, celle-ci rayonne sur le Rwanda, le Burundi et le Kivu, vaste zone minière située à l'est de la République démocratique du Congo. Le 13 février 1992, Alphonse Higaniro, ancien ministre des transports proche de l'Akazu, est parachuté au poste de directeur général. S'il roule en Mercedes, fréquente le Rotary Club pour y croiser de riches Blancs et porte un revolver à la ceinture, M. Higaniro a surtout un lien familial direct avec l'Akazu : sa femme est la fille du médecin personnel du président Habyarimana.

Alphonse Higaniro instaure une double comptabilité au sein de la Sorwal. Une partie de la production est ainsi vendue à des grossistes, qui la règlent par des chèques sans provision. Cette marchandise est aussitôt revendue à des petits commerçants, qui payent en liquide. L'argent ainsi récolté sert à payer la logistique nécessaire à l'entraînement des milices : achat d'essence pour les camions, de bière et de bottes pour les miliciens... Ces grossistes en profitent aussi pour réinvestir leurs gains dans d'autres secteurs ou pour prêter de l'argent à des taux d'usurier. Certains bâtissent des fortunes en un rien de temps.

Lire aussi [Rwanda : une note de la DGSE livre sa version sur l'assassinat du président Habyarimana](#)

L'appui de la Sorwal dans la structuration des milices ne s'arrête pas là. Quelques dizaines de leurs membres sont embauchés par l'usine d'allumettes, dont les vastes locaux servent de base d'entraînement. Il leur arrive souvent d'utiliser les 4 × 4 Pajero de la société, ainsi que son minibus. D'autres entreprises sont mises à contribution. La cimenterie Cimerwa, le logisticien Magerwa, le planteur Ocir-Thé, la compagnie Electrogaz ou encore la régie de transports Onatracom sont placés sous le contrôle de responsables de la mouvance extrémiste. En général, ils fournissent des moyens aux génocidaires ou financent leurs activités. Peu d'entre eux ont eu à répondre de leurs actes, à l'exception notable d'Alphonse Higaniro. Arrêté en 1995 en Belgique, il a été condamné, en 2001, à vingt ans de prison par la cour d'assises de Bruxelles.

## **25 tonnes de machettes chinoises**

Mais pour mener à bien le projet génocidaire, les milices ne sauraient suffire. Le régime a aussi besoin d'un outil de propagande de masse. C'est la leçon des massacres du Bugesera, cette région au sud de Kigali où les Tutsi sont plus nombreux qu'ailleurs. Dans la nuit du 4 au 5 mars 1992, plusieurs centaines d'entre eux ont été massacrés par des voisins encadrés de miliciens, après une campagne de « sensibilisation » de Radio Rwanda, la station nationale. Ce test grandeur nature a montré l'importance de la propagande par les ondes, dans un pays où la télévision n'existe pas encore. Un an plus tard, au printemps 1993, alors que la guerre contre les rebelles s'intensifie, le président Habyarimana soutient le lancement d'une radio privée destinée à devenir le porte-voix de la propagande du « *hutu power* ». L'incontournable Félicien Kabuga s'implique personnellement dans la création de la nouvelle Radio Télévision libre des Mille Collines (RTLM).

Lire aussi [Cinq Rwandais renvoyés devant la justice belge pour « crime de génocide » en 1994](#)

Le président Habyarimana est le premier actionnaire de la société. Associé à deux intellectuels proches du pouvoir, M. Kabuga finance l'opération en constituant un tour de table d'une cinquantaine de gros donateurs, pour la plupart membres de l'Akazu. Alphonse Higaniro et sa femme en font partie. M. Kabuga sollicite aussi le soutien de la Fondation Konrad-Adenauer, un satellite de l'Internationale démocrate-chrétienne, affiliée à la CDU, le parti démocrate-chrétien allemand. Le budget s'élève à 3 millions de francs français (plus de 450 000 euros). Très vite, la RTL, sa musique moderne et le ton déluré de ses animateurs deviennent populaires dans les campagnes rwandaises, où le discours haineux contre les Tutsi monte en puissance.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Le rapport difficile de la France aux génocides](#)

Enfin, il faut également des armes à un génocide. M. Kabuga va alors se muer en importateur de machettes, dans des quantités ne laissant aucun doute sur leur utilisation future. En novembre 1993, les établissements Kabuga importent 25 tonnes de machettes chinoises, puis 50 000 unités en mars 1994. Lorsque la tragédie débute, le 6 avril 1994, Félicien Kabuga sait ce qui se trame. Toujours aussi prudent, il commence par envoyer sa famille – notamment son épouse, issue de l'« ethnie » tutsi qu'il voue à l'extermination – se réfugier à l'ambassade de France, dès le 7 avril, avec quelques dizaines d'autres dignitaires du régime. Cinq jours plus tard, ceux-ci seront évacués par l'armée française vers l'Europe. M. Kabuga, de son côté, peut alors donner toute la mesure de son entregent. La mécanique génocidaire est en route.

David Servenay